



Communiqué

RETRAITES : POURSUIVRE ET AMPLIFIER LA MOBILISATION

La journée d'actions unitaire interprofessionnelle du 19 janvier constitue un succès incontestable au regard du nombre de personnes qui y ont activement participé.

Dans les trois versants de la Fonction publique, ce sont des centaines de milliers d'agentes et d'agents qui se sont mis.e.s en grève et ont manifesté.

Cette mobilisation considérable est une démonstration supplémentaire que le projet de contre- réforme des retraites porté par Emmanuel Macron est rejeté par une large majorité des salarié.e.s et de la population.

C'est pourquoi, les organisations syndicales de la Fonction publique, CFTD- CGC – CGT – FAFP – FO – FSU – SOLIDAIRES – UNSA, continuent d'exiger que le gouvernement renonce au report de l'âge légal à la retraite de 62 à 64 ans et à l'accélération de l'augmentation de durée de cotisation.

Elles s'inscrivent pleinement dans le communiqué interprofessionnel d'hier soir et appellent les salarié.e.s de la Fonction publique à participer activement aux actions et initiatives sur le territoire, y compris par la grève, notamment autour du 23 janvier, jour de la présentation de la loi au Conseil des Ministres, et à la nouvelle journée de grèves et de manifestations le 31 janvier.

Dans le même esprit, elles appellent l'ensemble des personnels à préparer les assemblées générales pour discuter des poursuites de la mobilisation.

Nos 8 organisations demeurent déterminées et unies pour que cette mobilisation soit couronnée de succès.

Paris, le 20 janvier 2023



Les fédérations syndicales de l'Éducation, de l'enseignement supérieur et la Recherche appellent les personnels à amplifier la grève le 31 janvier pour obtenir le retrait !

Ce 19 janvier, partout sur le territoire, plus de deux millions de travailleuses et travailleurs, et de jeunes se sont mobilisé-es mis en grève et/ou ont manifesté, dans le public comme dans le privé, contre la réforme des retraites de ce gouvernement.

Cette réforme est inacceptable et va à l'encontre des intérêts de la population.

Elle ne s'y trompe pas puisque, même avant d'être dans la rue, plus de 600 000 personnes ont déjà signé la pétition intersyndicale.

Les travailleuses et les travailleurs aspirent à partir à la retraite en bonne santé et avec un niveau de retraite qui permette de vivre dignement. Le message est très clair : le gouvernement doit renoncer à la fois à l'âge de départ à la retraite à 64 ans et à l'accélération de l'augmentation de la durée de cotisation. D'autres solutions existent, elles ont malheureusement été balayées d'un revers de main.

L'ensemble des organisations syndicales réaffirme son opposition à la réforme et sa détermination à avoir un système de retraite juste, financé aussi par un autre partage des richesses.

Afin de renforcer et d'inscrire dans la durée cette première mobilisation massive, les organisations syndicales appellent dès à présent à une journée de grève et de manifestation interprofessionnelle.

L'intersyndicale invite la population à signer massivement la pétition et appelle à multiplier les actions et initiatives partout sur le territoire, dans les entreprises et services, dans les lieux d'étude, y compris par la grève, notamment autour du 23 janvier, jour de la présentation de la loi au conseil des ministres.

Elles appellent les salarié-es et les jeunes à préparer des assemblées générales dans toutes les écoles et les établissements, les services de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche pour discuter des poursuites et du développement de la mobilisation. La date du 31 janvier doit être encore plus forte que le 19 janvier.

Et alors que le gouvernement appelle les organisations syndicales à être responsables et à ne pas bloquer le pays, nous réaffirmons qu'il est et sera le seul responsable de cette situation puisque 9 travailleuses et travailleurs sur 10 rejettent cette réforme injuste et brutale.

Nous sommes unis et déterminés à faire retirer ce projet de réforme des retraites, c'est pourquoi l'intersyndicale appelle à une nouvelle journée de grèves et de manifestations interprofessionnelles le 31 janvier. L'intersyndicale confédérale se réunira le soir-même.

Montreuil, le 20 janvier 2023 .



Personnels AESH mobilisés pour les retraites le 31 janvier !

La Première Ministre a annoncé ce 10 janvier 2023 le report de l'âge légal de départ à la retraite à 64 ans avec une accélération de l'augmentation de la durée de cotisation.

Cette réforme va frapper de plein fouet l'ensemble des travailleurs et travailleuses, et notamment les AESH. Elle révèle les conditions d'emploi inacceptables des AESH lorsque ces personnels parviennent à l'âge où elles-ils devraient partir à la retraite. Les AESH sont triplement pénalisés.

D'abord, l'allongement de la durée de cotisation leur est particulièrement préjudiciable du fait de leurs carrières davantage hachées et souvent incomplètes. Il leur faudra travailler jusqu'à 67 ans pour bénéficier d'une retraite sans décote.

Ensuite, les temps incomplets imposés par le ministère donnent lieu à des salaires puis à des pensions de retraite incomplets.

Enfin, les AESH sont soumis-es au régime général et non au régime des fonctionnaires : leur pension est calculée sur les 25 meilleures années et non sur les 6 derniers mois.

Avec cette réforme, les AESH, dont les salaires sont maintenus à des niveaux très insuffisants et dont les conditions de travail sont dégradées par les PIAL, vont devoir travailler plus longtemps pour des retraites toujours aussi basses.

Le report de l'âge et l'allongement de la durée de cotisation discriminent particulièrement les femmes et renforcent également les inégalités femmes-hommes : les AESH sont très majoritairement des femmes, les effets de décote et les inégalités de pensions seront encore aggravés.

Nous sommes uni-es et déterminé-es à faire retirer ce projet de réforme des retraites, c'est pourquoi l'intersyndicale AESH appelle à une nouvelle journée de grèves et de manifestations le 31 janvier pour refuser le report de l'âge légal de départ en retraite et l'augmentation de la durée de cotisation.

Nos organisations appellent ainsi les AESH participer aux Assemblées Générales dans les écoles, les établissements, les services, les secteurs... pour discuter des poursuites et du développement des différentes initiatives. La mobilisation du 31 janvier doit être encore plus forte que celle du 19 janvier.

Paris, le 24 janvier 2023



Appel des organisations de retraités et retraitées à participer aux manifestations du 31/1/2023

Nos organisations réunies ce jour 24 janvier 2023, se félicitent de l'ampleur de la journée de mobilisation interprofessionnelle et intergénérationnelle du 19 janvier contre la réforme des retraites que veut imposer le gouvernement Macron.

Les 2 millions deux cent mille manifestantes et manifestants (*parmi lesquels de très nombreux retraité-e-s*) et les millions de grévistes, à l'appel de l'ensemble des organisations syndicales et avec le soutien de la majorité de la population imposent le retrait de cette réforme, néfaste et injuste.

La réponse du Président de la République, à ce jour, c'est : « On vous permet de manifester mais on s'occupe du reste et on ne bouge rien ».

Nous sommes face à une politique libérale qui ne tient aucun compte de la situation économique de notre système de retraite et de sa dimension sociale.

Nous exigeons le retrait de cette réforme et l'ouverture de négociations pour abaisser l'âge de départ à la retraite à 60 ans, en finançant notre retraite avec les cotisations sociales et non les impôts.

L'augmentation des pensions, le financement de notre Sécurité Sociale et des Services Publics, avec des personnels en nombre suffisant, formés et correctement rémunérés, sont également des revendications prioritaires et essentielles des personnes retraitées.

Face à cette situation nous appelons nos syndiqués et sympathisants et l'ensemble des retraités à se déployer pour faire grandir le rapport de force le 31 janvier. Toutes les initiatives de mobilisations venant appuyer l'opposition à ce recul social seront les bienvenues.

Nous avons le pouvoir de bloquer cette réforme que le pays refuse.

Le 31 janvier doit être plus fort que le 19 janvier. Son succès ouvrira des suites.

Chacune, chacun porte la responsabilité du succès de cette journée.

La solidarité, la justice et la raison sont de notre côté.

On ne lâche rien !